



— Nathan Dumlao - unsplash

—
Avec la crise sanitaire, le confinement et la crainte de propagation du virus, les échanges de monnaie physique ont diminué. Et les banques d'en profiter pour nous inciter encore un peu plus à renoncer progressivement au bon vieux papier-monnaie. Mais à quel prix ?

Vers une société sans cash ?

Il y a peu, chez un pépiniériste, le vendeur refuse le billet de vingt euros qui lui est tendu. « Désolé, pas de cash ici... » On sort une carte de banque : « Ah, elle n'est pas sans contact ? » Le transfert électronique semble coincer un temps, puis finit par passer... Ce genre de scène est de plus en plus fréquente dans les magasins et la crise du Covid-19 a permis de renforcer le mouvement en cours vers la digitalisation de nos transactions, les banques vantant abondamment « les moyens de paiement d'aujourd'hui », cartes sans contact, smartphones et autres montres connectées. Difficile de nier la praticabilité, pour nombre d'entre nous, de l'argent numérique. Rapide, léger, payer avec une carte ou son téléphone semble bien facile. Mais si ce geste paraît anodin, il n'est pourtant pas sans conséquences et mérite d'être interrogé. La future société sans cash tant promue par les banques n'est en réalité ni inéluctable ni vraiment désirable. « Payer avec de l'argent liquide devient presque gênant. On nous présente cette pratique comme si elle était déjà datée, constate Tristan

Suède

Un frein à la disparition des couronnes

Dissaux, chercheur en socioéconomie au Centre européen de recherche en microfinance (CERMI) de l'ULB. Or, on peut retracer l'origine de cette idée de "cashless society" à 1954, avant même que les techniques qui la rendent possible n'existent. Aujourd'hui, les acteurs financiers font un effort délibéré pour ancrer dans nos têtes l'idée que l'argent liquide va disparaître. » Et cela semble fonctionner : selon une enquête réalisée par Bancontact (2019), à son grand plaisir 32 % des Belges et 46 % de ceux de moins de 35 ans estimaient que le cash aurait disparu dans les dix ans.

Parmi les arguments avancés par les banques pour promouvoir le tout numérique figure la lutte contre les activités illégales, contre le vol et la fraude ou le recours à l'argent noir. « Les voleurs ou les fraudeurs ne sont pourtant pas arrêtés par un changement de mode de paiement, conteste Anne Fily, chercheuse au sein du réseau Financité, ils déplacent seulement leurs activités. Et se focaliser sur l'argent noir c'est oublier un peu vite les grosses affaires de blanchiment – dans lesquelles sont impliquées des banques parfois, comme dans le scandale en cours de la Danske Bank... » L'impact environnemental est également mis en avant, la production de pièces et billets étant évidemment énergivore. « Mais si l'on regarde l'énergie nécessaire au numérique et si l'on évalue le système dans sa totalité, leurs arguments ne sont pas corrects », analyse Tristan Dissaux.

La raison majeure de ce désamour pour les billets réside en réalité dans le coût que leur manutention représente : remplir et gérer les distributeurs, renvoyer l'argent à la Banque nationale pour vérifier son authenticité, tout cela est effectivement coûteux pour les institutions financières. « C'est évidemment compliqué d'intégrer le coût pour tous les acteurs, et on manque de données, reconnaît Anne Fily. La Banque centrale européenne avait comparé les paiements en cash et par cartes diverses, et les transactions en cash apparaissaient comme les moins chères, plus ou moins à égalité avec la carte de débit, ce qui relativise le discours des banques. Mais le coût pour le consommateur n'était pas compris dans l'équation. »

A l'échelle de l'ensemble de la société, le calcul n'est pas le même : le cash demeure encore extrêmement utile pour un nombre important de citoyens. Les personnes sans-abri

Les analystes prédisaient volontiers la disparition totale du cash en Suède en 2030. Il n'est plus utilisé que dans 6 % des transactions et ne représente que 1,2 % du PIB. Tout là-bas est payable par carte ou téléphone. L'application de paiement Swish, créée par les banques du pays, s'est massivement répandue – même des personnes sans-abri affichent leur numéro pour recevoir des dons par ce moyen. Mais les autorités freinent aujourd'hui le mouvement, et obligent à présent les institutions financières à fournir des services en argent liquide. Tout habitant doit pouvoir en retirer dans un rayon de 25 kilomètres. Les raisons invoquées sont celles de l'exclusion de parties de la population qu'induit le tout numérique, étrangers sans compte bancaire suédois, personnes âgées, précaires ou trop éloignées et sans accès aux technologies...

La Banque centrale s'est également inquiétée de la fragilité éventuelle du

système face à des hackers malveillants (l'Etat conseille officiellement à ses administrés de conserver une radio et de l'argent liquide en cas d'attaque), mais aussi de ce que bientôt la presque totalité des paiements passe par des acteurs privés. Elle a lancé un projet pilote, l'e-krona, qui, bien que moyen de paiement digital, serait une monnaie numérique émise par la Banque centrale, conjointement aux billets physiques. Si elle possède les mêmes qualités que ces derniers, est donc gratuite (ou plus exactement, engendre un coût assumé collectivement par la société entière) et à l'usage anonyme, c'est une piste intéressante. « Elle doit être l'occasion d'une concertation populaire, d'une démocratie monétaire, espère Tristan Dissaux, et tenir compte des attentes et des usages des citoyens plutôt que de ceux des économistes. La monnaie est une institution sociale, il ne faut pas en exclure les citoyens. » ● L.d.H

qui vivent de la manche et qui ont absolument besoin de la « petite pièce pour manger » et, plus largement, tous ceux qui ont peu d'argent : « Les plus pauvres ont besoin d'espaces de débrouille, rappelle Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, certains sont contraints de recourir au travail au noir pour survivre. » Précaires, sans-papiers, ils ne peuvent alors être payés qu'au moyen d'argent liquide. « Un billet, quelques pièces, ce n'est pas non plus uniquement économique, poursuit la militante, c'est aussi de l'ordre du symbolique : la dringuelle au facteur ou aux éboueurs, le pourboire au serveur, l'argent de poche des enfants, mais aussi la petite somme en liquide que l'on conserve chez soi pour pouvoir réagir à un besoin immédiat. »

“ Les acteurs financiers font un effort délibéré pour ancrer dans nos têtes l'idée que l'argent liquide va disparaître »

Tristan Dissaux,
socioéconomiste (ULB)

› D'ailleurs, malgré l'impression que donne le discours des institutions financières commerciales, « la demande en cash augmente de façon continue, explique Véronique Marchot de la Banque nationale de Belgique. Le taux de croissance moyen des billets mis en circulation par l'Euro-système était de 5,3 % sur les dix dernières années. » Plus de la moitié des transactions sont encore effectuées en cash, même si la tendance est à la baisse dans la vie quotidienne.

Et la demande de papier monnaie a encore augmenté avec la crise sanitaire. « De tout temps, et encore plus en situation de crise, poursuit notre interlocutrice, le billet est considéré comme un actif sûr, émis par la Banque centrale européenne, pour beaucoup de personnes. » Même en dehors de la zone euro, où un tiers (et sans doute plus actuellement) de cette monnaie est détenue. L'argent liquide, concret, rassure.

« C'est un bien public, souligne Anne Fily, et ce n'est certainement pas aux banques privées de décider de son sort. » Ces dernières poussent pourtant clairement leurs clients à l'abandonner. Diminution du nombre des distributeurs disponibles, fermeture des agences bancaires (« 22 % d'entre elles entre 2010 et 2017, constate Tristan Dissaux, majoritairement dans les territoires les plus pauvres »), augmentation du tarif des retraits... « La digitalisation est de plus en plus large et nous avons de moins en moins le choix, regrette Danièle Bovy, spécialiste en services bancaires chez Test-Achats. Nous protestons, notre pétition pour le gel des frais bancaires et l'élargissement du service de base a déjà recueilli 25 000 signatures, mais lorsqu'une banque augmente ses tarifs ou supprime des services, les autres finissent par suivre. »

Un comble dans cette politique du tout au numérique des institutions bancaires : ce sont les moins nantis qui paient pour les plus riches. Les premiers disposent de comptes de base, où chaque opération supplémentaire, chaque demande de service à un employé humain sont facturées. Quant aux seconds, ils utilisent une carte haut de gamme et paient une fois pour toutes.

Alors que les frais s'additionnent, la sécurité repose elle de plus en plus sur le client. Anne Fily s'est ainsi amusée à minuter le temps consacré aux mesures de sécurité à prendre dans une vidéo de promotion de Febelfin, la fédération du secteur financier : un tiers du spot ne parlait que de cela. « Entre 2018 et 2019, le phishing a augmenté de 30 %, compte Danièle Bovy. Il y a eu 12 000 fraudes abouties, qui ne représentent que 2 à 3 % des tentatives. Et très souvent, ce sont les consommateurs qui ont donné les informations au fraudeur. Ils appliquent les règles de confiance du monde réel au virtuel et se font escroquer. On va beaucoup trop vite ! »

Sans argent liquide, nous serions également intégralement liés aux banques, avec encore moins de pouvoir de

“ L'argent liquide est un bien public, ce n'est pas aux banques privées de décider de son sort »

Anne Fily, Financité

pression face à des changements concertés de tarifs ou l'apparition d'intérêts négatifs...

Cette digitalisation à tout crin pose d'évidence de sérieuses difficultés à de nombreux consommateurs, notamment les plus âgés. Andrée, 84 ans, cherche ainsi par exemple à avoir accès à ses extraits de compte. Pour les recevoir par courrier, elle devrait payer. Une première employée, dans une première agence, a tenté de lui installer l'application bancaire sur son smartphone, mais sans succès. Un deuxième employé, dans une deuxième agence, a réitéré l'opération, avec le même résultat. Le téléphone est-il trop « vieux », manque-t-il de ressources ? Mystère. Sur son ordinateur, avec l'aide d'un de ses enfants, elle trouve le moyen de consulter l'état de son compte. Sa machine est par contre dépassée pour effectuer des virements...

Les aînés ne sont pas les seuls à ne pas posséder le matériel ou les savoirs nécessaires. « Pour 39 % des belges, la connaissance et les compétences en matière de nouvelles technologies se révèlent insuffisantes voire inexistantes, signale Tristan Dissaux, c'est donc excluant pour tout une série de publics. »

Or gérer son argent est un droit, qui fait partie de l'inclusion sociale. « L'automatisation facilite la dépossession d'un certain pouvoir d'agir sur son argent, critique Christine Mahy, l'autonomie intégrale dans ce domaine doit être maintenue. »

Du côté de l'Observatoire de l'endettement, Elena McGahan, chargée de recherche, tient à modérer l'idée que l'argent liquide serait nécessaire au contrôle de son budget : « La plupart des personnes qui éprouvent des difficultés à atteindre la fin du mois connaissent leurs comptes au centime près, y compris digital. Pour certains c'est vrai, avoir des enveloppes prévues pour les différents besoins facilite la gestion quotidienne, mais une formation adéquate peut aider à faire de même en version numérique. »

C'est plutôt pour les ménages aux moyens « entre les deux » que le tout au digital peut se révéler problématique. « Le shopping depuis chez soi, les crédits à la consommation en ligne, tout cela banalise l'acte d'achat. » Utiliser de l'argent « virtuel » n'est pour certaines personnes pas du tout la même chose. « Cela peut rendre les dépenses plus abstraites, ajoute Christine Mahy. Notre rapport à l'argent n'est pas quelque chose de rationnel. »

A la caisse

Les commerçants sont évidemment un maillon essentiel dans l'usage – ou pas – de la monnaie. Lorsque nous les payons avec un billet de banque, ils conservent la totalité de la somme. Avec un terminal de paiement électronique, un intermédiaire entre en jeu et se rémunère au passage.

« Le cash a un coût également, celui du temps qu'il faut pour le déposer à la banque, précise Clarisse Ramakers, directrice du service d'étude de l'Union des classes moyennes. Mais c'est évidemment très différent d'un abonnement à un système de paiement, qu'il faut d'ailleurs payer même lorsque votre lieu est fermé comme pendant le confinement. On doit y ajouter le coût à la transaction, et pour certains commerçants, qui ont de toutes petites marges, ce serait vraiment gênant de voir disparaître le cash. » Les frais facturés au client sont de plus interdits par l'Union européenne pour les faibles montants.

Du côté des grandes surfaces par contre, compter ses pièces et ses billets à la caisse représente un accroissement du temps de travail pour le caissier et l'allongement des files. L'attachement au cash est donc nettement moindre. Le numérique est aussi pour les commerçants perçu comme plus sécurisant, à la fois par rapport aux braqueurs éventuels que par rapport à présent aux virus et bactéries – une idée fausse cependant si des claviers sont touchés, le lavage des mains restant une nécessité (et le Covid tenant vraisemblablement plus longtemps sur du plastique que du papier). L'obligation d'accepter de l'argent liquide a pourtant été levée, au grand désarroi de certains clients. ● L.d.H



— Geronimo Giqueaux - unsplash

La disparition du cash serait, enfin, un facteur facilitant la surveillance et le tracing. Si payer avec un billet est invisible, ce n'est pas le cas des paiements numériques, qui permettent de retracer nos achats, nos déplacements, nos fréquentations, nos consommations. Les « nouveaux » intermédiaires financiers, GooglePay, ApplePay

ou autres offrent d'ailleurs ce service parce qu'il leur permet précisément d'enregistrer de nouvelles données. Cela nous concerne tous.

« Cela nous rend également dépendants de l'électricité, du fonctionnement des systèmes informatiques, observe Anne Fily. Lors de grandes tempêtes en 1999, 10 millions de Français se sont retrouvés sans électricité pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. » Et donc sans moyen de paiement s'ils ne possédaient pas de billets. Si l'on élargit l'image, au-delà de notre gestion quotidienne, notre sécurité est en jeu : quid d'une cyberattaque si toute notre économie est numérique ? Plus couramment, le recours à une carte de crédit nous fait à l'heure actuelle obligatoirement passer par des intermédiaires étasuniens – Visa ou Mastercard – qui détiennent un véritable pouvoir, comme

lorsque ces deux opérateurs ont privé WikiLeaks de la possibilité de percevoir des dons. « Quoi qu'on pense de WikiLeaks, cela pose évidemment question, estime Tristan Dissaux, et peut s'étendre à des Etats avec lesquels les USA sont en conflit. La Banque centrale européenne est en train de construire un système de paiement pour que nous ne soyons plus dépendants de ces sociétés américaines. »

Notre monnaie, nos billets et pièces, sont également des symboles de souveraineté (lire l'exemple de la Suède dans l'encadré p.81) pour un pays (ou l'Union européenne). Bien public, moyen de paiement sûr et gratuit, notre argent liquide est une richesse à protéger. Tout citoyen européen a droit à un compte en banque (un droit dont la promotion est trop peu faite au demeurant), il doit conserver celui d'y retirer des « espèces sonnantes et trébuchantes ». « Mobilisons les autorités, contrecarrons les arguments des banques, appelle Anne Fily, et posons des actes citoyens en soutenant les petits commerçants qui n'ont pas de terminaux de paiement. » ● Laure de Hesselte